

ORGANISMES COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES LIEUX DU MILIEU COMMUNAUTAIRE

— Julie Thibeault

Dans la foulée des *États généraux du mouvement communautaire autonome*, les organismes communautaires de la région, comme ceux de 13 autres régions du Québec, ont répondu à un sondage visant à prendre le pouls de leur situation en les laissant dresser leur propre portrait. État des lieux des réponses obtenues dans la région.

Lancé par la Coalition des Tables régionales d'organismes communautaires de l'Abitibi-Témiscamingue, le sondage a rejoint 46 organismes communautaires dans la région et plus de 600 à l'échelle du Québec. Les organismes régionaux répondants se rattachent surtout aux champs suivants :

- 1) accueil, écoute, éducation, orientation, information.
- 2) soutien en milieu de vie
- 3) aide, entraide ou dépannage

Leur mandat s'inscrit dans la sphère locale dans huit cas sur dix tandis que deux exercent leurs actions à l'échelle régionale. Ils œuvrent tant auprès des jeunes, des personnes âgées ou handicapées, des familles, des femmes que de la population en général.

Pour les deux tiers des organismes, offrir des services à la population constitue leur rôle principal, les autres indiquant prioritairement défendre des droits et répondre aux besoins de leurs membres et dans une moindre mesure mener des luttes

sociales (26 %) ou agir comme partenaire afin d'élaborer et offrir des services publics.

LA GOUVERNANCE

Au sein des organismes, les membres du conseil d'administration sont élus et siègent à titre individuel dans 87 % des cas. Les deux tiers des organismes répondants peuvent compter sur l'engagement des bénévoles et personnes militantes de manière très soutenue : quotidiennement pour 37 % des organismes et hebdomadairement pour 31 % d'entre eux. De la même manière, près des deux tiers des organismes consultent leurs membres très fréquemment : quotidiennement pour 35 % des répondants et hebdomadairement pour 28 % d'entre eux. La participation des membres à la vie démocratique des organismes est ainsi considérée active (33 %) ou très active (41 %) par les trois quarts des organismes répondants.

LES ACTIONS

Les revendications auprès des élus au sujet d'enjeux larges, qui vont au-delà de la mission de l'organisme (lutte à la pauvreté, droit à l'éducation, etc.) ont cours de manière sporadique à hauteur d'une ou deux fois

par année pour près de la moitié des organismes. Un quart d'entre eux exercent ces revendications entre trois et six fois par année. Quant aux actions de sensibilisation destinées à informer la collectivité ou à influencer l'opinion publique, elles sont plus fréquemment pratiquées : plus d'un tiers des organismes les exercent entre trois et six fois par année et près d'un autre tiers, plus de six fois l'an.

LES BAILLEURS DE FONDS

Dans près de la moitié des organismes répondants, les bailleurs de fonds n'ont aucune influence sur le choix des activités et le plan d'action (46 %). Ces derniers sont élaborés essentiellement par les membres et instances de l'organisme en fonction de l'évaluation qu'ils font de leurs besoins et des solutions à y apporter. Une part de 28 % affirme que les bailleurs de fonds orientent parfois leurs projets spéciaux, une proportion de 20 % indique que plusieurs de leurs activités et services sont influencés par les exigences des bailleurs de fonds et 7 % voient toutes leurs activités et services choisis en fonction des priorités des bailleurs de fonds.

Il est à noter qu'à partir de ce sondage, un portrait national des organismes communautaires sera dressé et présenté lors des états généraux qui se tiendront à Montréal en mai 2015. ■

Source : Concertation régionale des organismes communautaires de l'Abitibi-Témiscamingue, **À la croisée des chemins: Quel avenir pour les organismes communautaires autonomes?**, présentation Power Point, octobre 2014.

Fréquence des actions posées par les organismes communautaires selon le type

> Abitibi-Témiscamingue, 2014

| | 1 ou 2 fois par an | 3 à 6 fois par an | Plus de 6 fois par an | Jamais |
|--|--------------------|-------------------|-----------------------|--------|
| Votre organisme participe à des actions pour revendiquer auprès des élus (enjeux larges) | 48 % | 26 % | 17 % | 8 % |
| Votre organisme participe à des actions de sensibilisation destinées à informer la collectivité et influencer l'opinion publique | 24 % | 37 % | 31 % | 9 % |

ÉPILOGUE SUR LA RURALITÉ

— Julie Thibeault

M. Bernard Vachon a consacré sa carrière d'enseignant et de chercheur universitaire à la ruralité. Maintenant à la retraite, il signe un livre de plus de 700 pages rassemblant ses connaissances et réflexions sur la ruralité québécoise. On se penche ici sur l'épilogue du livre, qui propose quelques conclusions et ouvre sur des pistes inspirantes pour le monde du développement régional.

L'attrait des milieux ruraux a évolué en dents de scie au Québec au cours des dernières décennies. Après avoir connu une période d'exode, la population rurale du Québec connaît, depuis les années 1990, une croissance démographique plus soutenue. Ce volte-face démographique porte en lui « un puissant désir de campagne ». Une affirmation qui est toutefois nuancée par M. Vachon : oui la ruralité est convoitée, reconquise et redéfinie en plusieurs endroits, mais l'attrait des territoires ruraux n'est pas équivalent partout et concerne souvent une ruralité située relativement près des centres urbains. De nombreux petits milieux situés plus en marge des centres urbains demeurent dévitalisés.

L'ATTRAIT DU RURAL

La montée du désir de campagne s'explique, selon le chercheur, par la révolution numérique, les nouvelles technologies de l'information et de la communication, la dématérialisation de larges pans de l'activité économique, les dysfonctionnements de la grande ville, la montée des valeurs écologiques ainsi que par de nouvelles aspirations sociales. Et, afin de bien encadrer les nouvelles ruralités qui prennent place aux quatre coins du Québec, l'universitaire accueille favorablement l'avènement d'un urbanisme rural et de différentes politiques qui posent les balises afin de s'assurer qu'en dépit du fait que le Québec rural se peuple de néoruraux et d'ex-citadins, la ruralité de demain ne devienne pas « la ville à la campagne ». Les nouvelles ruralités doivent être pensées dans une démarche de complémentarité et de solidarité avec la ville, rappelle-t-il.

SUR LA PLANCHE DE TRAVAIL

Afin de veiller au développement de la ruralité québécoise, la *Politique nationale*

de la ruralité pose des jalons importants, mais d'autres actions sont nécessaires, notamment la révision en profondeur de la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles*. Il importe également d'adopter une vision productive au projet rural – notamment en assurant de l'emploi dans les régions rurales – et de faire confiance aux aptitudes des territoires à participer à la construction d'un modèle de vie qui correspond aux nouvelles aspirations de la population. Il faut également, selon M. Vachon, que les familles, travailleurs et entreprises qui font le choix de s'installer en milieu rural aient accès aux mêmes services publics, au même système de soins, aux mêmes réseaux de téléphonie mobile et d'internet à haut débit que ceux qui choisissent la ville.

HABITER PLEINEMENT UN LIEU

Car « il s'agit non seulement de protéger les territoires ruraux, mais également de les développer. La ruralité a besoin de nouveaux projets en matière d'activités et d'emplois, d'habitations et de services, de culture, de sports et de loisirs, pour que l'occupation du territoire rural signifie habiter pleinement un lieu, non en résistant ou en marginal, mais en citoyen de plein droit ». L'avenir des territoires ruraux passe essentiellement par l'affirmation vigoureuse de leur utilité économique, sociale, culturelle et écologique, conclut-il. ■

Source : Bernard Vachon, *La passion du rural*, deux tomes, 2014.

Tome 1, *Quarante ans d'écrits, de paroles et d'actions pour que vive le Québec rural*.

Tome 2, *Évolution récente du Québec rural, 1961-2014*, 2014.

✓ LE MONDE DE LA RECHERCHE...

Dans son ouvrage, M. Vachon propose une liste non exhaustive des thèmes de réflexion et d'études qui interpellent la jeune génération de professionnels, d'élus et de chercheurs :

- l'accueil des nouveaux arrivants (néoruraux et immigrants) et leur impact sur le milieu rural;
- la multifonctionnalité de l'agriculture et des territoires ruraux;
- les nouvelles formes d'agriculture;
- l'économie des terroirs et les produits de spécificité (agroalimentaires et autres);
- la complémentarité ville-campagne;
- la diversification économique et la nouvelle économie rurale;
- l'économie résidentielle;
- les énergies renouvelables et la mise en valeur de la biomasse;
- l'attractivité et la compétitivité des territoires ruraux;
- les services en milieu rural;
- le marketing territorial des espaces ruraux;
- la gouvernance des communautés rurales et la décentralisation;
- la coopération intermunicipale;
- la fiscalité locale et les nouvelles sources de revenus;
- les modèles nouveaux en matière d'aménagement et d'urbanisme pour les territoires ruraux;
- des concepts architecturaux adaptés à l'environnement rural et aux approches d'aménagement proposées;
- la culture et le développement rural;
- la ruralité et le développement durable.

PHOTOGRAPHIE DE L'ÉLECTORAT

— Julie Thibeault

En collaboration avec le Directeur général des élections du Québec, la Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires de l'Université Laval vient de faire paraître des données détaillées sur le taux de participation aux élections provinciales d'avril dernier, par groupe d'âge et par sexe, notamment pour l'Abitibi-Témiscamingue.

Les données ont été obtenues par l'analyse des listes électorales annotées pour 40 sections de vote choisies aléatoirement parmi les trois circonscriptions de l'Abitibi-Témiscamingue et celle du Nord-du-Québec.

Elles nous indiquent que, dans les deux régions, le taux de participation aux dernières élections provinciales a augmenté avec l'âge de façon linéaire jusqu'à 75 ans, âge où le taux a diminué. La tendance est du même ordre dans l'ensemble du Québec.

L'analyse des données révèle que, chez les 18-24 ans, seuls 34 % de ceux inscrits sur la liste électorale se sont présentés aux urnes, une part sensiblement plus faible que celle notée dans l'ensemble du Québec pour ce

groupe d'âge (56 %). Ce taux s'apparente toutefois à la réalité de la Côte-Nord et de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. Dans les grands centres, en revanche, le taux des 18-24 ans franchit la barre des 60 %.

Par rapport à l'ensemble des 16 régions, le taux de participation de l'Abitibi-Témiscamingue/Nord-du-Québec occupe les derniers rangs pour chaque groupe d'âge (16^e rang, 13^e, 15^e, 15^e, 13^e, 12^e, 8^e) et affiche un taux systématiquement sous la moyenne provinciale, exception faite des 75 ans et plus. Cette tendance n'est pas nouvelle pour l'Abitibi-Témiscamingue, qui affiche, depuis 1981, un taux de participation systématiquement inférieur à la moyenne, hormis l'élection de 2008¹.

Comme on le remarque au Québec, les femmes de l'Abitibi-Témiscamingue/Nord-du-Québec sont plus nombreuses que les hommes, en proportion, à exercer leur droit de vote. Cette réalité s'avère exacte de l'âge de 18 ans jusqu'à celui de 65 ans, où la tendance s'inverse.

Ces données sont bienvenues et novatrices, car jusqu'à maintenant, les taux de participation par sexe ou par groupe d'âge émanaient de sondages d'opinion, qui avaient tendance à surestimer la participation ou ne disposaient pas d'échantillons suffisant pour étudier des groupes particuliers de la population régionale, par exemple les jeunes. ■

Taux de participation aux élections provinciales selon le sexe et le groupe d'âge, %

> Abitibi-Témiscamingue/Nord-du-Québec, avril 2014

Taux de participation électorale par groupe d'âge et par région, élections provinciales, %

> Abitibi-Témiscamingue/Nord-du-Québec, avril 2014

| | 18-24 ans | 25-34 ans | 35-44 ans | 45-54 ans | 55-64 ans | 65-74 ans | 75 ans et plus |
|--------------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|----------------|
| Abitibi-Témiscamingue/Nord-du-Québec | 33,91 | 48,19 | 56,00 | 64,05 | 73,73 | 78,79 | 71,75 |
| Bas-Saint-Laurent | 49,07 | 58,12 | 66,88 | 71,67 | 78,72 | 80,91 | 70,61 |
| Capitale-Nationale | 61,11 | 68,47 | 73,95 | 79,37 | 83,49 | 85,88 | 73,14 |
| Chaudière-Appalaches | 56,34 | 64,06 | 70,82 | 75,79 | 81,23 | 84,03 | 70,80 |
| Côte-Nord | 34,69 | 45,39 | 53,54 | 61,04 | 69,95 | 73,54 | 60,45 |
| Estrie-Centre-du-Québec | 51,71 | 58,65 | 68,27 | 72,76 | 80,28 | 84,87 | 75,61 |
| Gaspésie-Îles-de-la-Mad. | 37,76 | 46,08 | 58,81 | 67,66 | 73,22 | 75,80 | 66,12 |
| Laurentides-Lanaudière A | 47,58 | 54,16 | 62,57 | 68,57 | 75,51 | 78,18 | 69,03 |
| Laurentides-Lanaudière B | 59,85 | 61,23 | 70,86 | 76,49 | 80,37 | 83,16 | 73,19 |
| Laval | 67,01 | 65,48 | 78,08 | 81,12 | 82,62 | 81,27 | 72,31 |
| Mauricie | 49,46 | 56,81 | 65,47 | 73,06 | 80,85 | 84,63 | 73,09 |
| Montérégie A | 57,08 | 63,39 | 70,61 | 75,12 | 82,48 | 84,20 | 70,78 |
| Montérégie B | 58,29 | 61,99 | 73,27 | 78,06 | 81,88 | 82,72 | 74,13 |
| Outaouais | 43,71 | 47,29 | 60,67 | 64,41 | 71,27 | 75,02 | 63,56 |
| Saguenay-Lac-Saint-Jean | 51,17 | 58,35 | 65,41 | 73,80 | 76,93 | 82,71 | 72,72 |
| Île-de-Montréal | 60,12 | 61,87 | 70,99 | 75,83 | 78,44 | 79,87 | 68,26 |
| Ensemble du Québec | 55,69 | 60,44 | 69,55 | 74,58 | 79,42 | 81,89 | 70,71 |

| Hommes | Femmes |
|----------------|--------|
| 18-24 ans | |
| 29,88 | 38,35 |
| 25-34 ans | |
| 45,97 | 50,61 |
| 35-44 ans | |
| 50,89 | 61,12 |
| 45-54 ans | |
| 61,19 | 67,12 |
| 55-64 ans | |
| 72,42 | 75,19 |
| 65-74 ans | |
| 79,35 | 78,24 |
| 75 ans et plus | |
| 76,87 | 68,18 |

Sources : **Tableaux publiés par la Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires de l'Université Laval et le Directeur général des élections du Québec, 2014.**

1. **Compilation de l'Observatoire** à partir du Directeur général des élections du Québec.

JEUNES AU SECONDAIRE

L'ALCOOL ET LES DROGUES

— Julie Thibeault

Depuis un an, l'Agence de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue a publié huit fascicules en lien avec différents comportements propres aux jeunes du secondaire de la région : activité physique, tabagisme, alimentation, sexualité, etc. Coup d'œil sur celui qui aborde la question de l'alcool et des drogues.

L'ALCOOL

Chez les jeunes âgés de 12 à 17 ans, une part de 31 % n'a pas consommé d'alcool au cours de l'année de référence de l'enquête (2010-2011). Ceux qui en ont consommé une fois par mois ou moins représentent 54 % des jeunes et ceux qui en ont consommé plus d'une fois par mois en représentent 15 %. Dans ce dernier cas, il existe une différence significative entre les filles (13 %) et les garçons (18 %). Et par rapport à l'ensemble du Québec, les jeunes de la région sont à la fois moins nombreux à avoir été abstinent et plus nombreux à avoir consommé de l'alcool une fois par mois ou moins.

La consommation régulière d'alcool – le fait de consommer au moins une fois par semaine pendant au moins un mois – a touché une part de 18 % des consommateurs. Les filles (13 %) étaient beaucoup moins nombreuses que les garçons (22 %) dans cette situation, et significativement moins nombreuses que leurs homologues québécoises.

La consommation excessive d'alcool, quant à elle, a touché 8 % des filles et 15 % des garçons toujours chez les consommateurs d'alcool, pour une moyenne de 12 %. Dans ce cas-ci, il s'agit de consommer cinq verres ou plus en une même occasion à onze reprises au cours de la dernière année. Ces proportions concordent avec celles observées au Québec.

LES DROGUES

Pour ce qui est des drogues, sept jeunes sur dix (71 %) n'en ont pas consommé au cours de la dernière année. Une part de 13 % a consommé du cannabis et 16 % ont expérimenté d'autres drogues, accompagnées ou non de cannabis. Pour les deux premières catégories, les jeunes du secondaire de la région se comparent avec ceux du Québec, mais pour ce qui est des autres drogues, la proportion régionale est plus élevée que celle du Québec (12 %). À noter qu'il existe peu d'écarts entre les comportements des garçons et des filles à l'égard de la consommation de drogue.

Parmi les consommateurs de cannabis, 22 % y avaient touché une fois, 27 % moins d'une fois par mois, 12 % d'une à deux fois par semaine et 12 % en consommaient quotidiennement. Les parts sont comparables aux provinciales, sauf dans le cas du 12 % d'une à deux fois par semaine, inférieur.

Quant aux jeunes consommateurs qui ont connu un épisode de consommation régulière (toucher à la drogue au moins une fois par semaine pendant au moins un mois), leur part s'élève à 44 %, une proportion qui n'est pas différente selon le sexe ou de ce que l'on note au Québec. ■

Source : Guillaume Beaulé, [La consommation d'alcool et de drogues chez les élèves du secondaire](#), Agence de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, 2014.

NOTRE MISSION

L'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue est un carrefour d'information, notamment statistique, au sujet de l'Abitibi-Témiscamingue. Par le partage des connaissances, il vise une meilleure compréhension des réalités régionales.

170 avenue Principale, bureau 102
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7
T. : 819 762-0774 Téléc. : 819 797-0960
observatoire@observat.qc.ca
OBSERVAT.QC.CA

ISSN : 1915-5050 (Imprimé)
ISSN : 1916-4963 (En ligne)
2 300 abonnements

✓ SORTI DES PRESSES

Emploi-Québec, [Le marché du travail dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue, perspectives d'emploi par profession 2013-2017](#), 2014.

Institut de la statistique du Québec, [Bulletin statistique régional- Abitibi-Témiscamingue – Édition 2014](#), 2014.

Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et Nielsen, [Dépenses alimentaires des Québécois dans la grande distribution au détail en 2013](#), 2014.

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, [Diplomation et qualification au secondaire – Édition 2014](#), 2014.

Centre sur la productivité et la prospérité, [Croissance de la productivité au Québec : une perspective régionale](#), 2014.

Bureau d'audiences publiques sur l'environnement, [Projet d'exploitation du gisement de nickel Dumont à Launay – Rapport 309](#), 2014.

Consultants forestiers DGR inc., [Analyse de la rentabilité économique des scénarios d'intensification sylvicole en plantation résineuse](#), Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue, 2014.

Agence de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, [Enquête québécoise sur le développement des enfants à la maternelle 2012 – Résultats en Abitibi-Témiscamingue](#), 2014.

Agence de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, [Les jeunes au boulot – Portrait des élèves du secondaire de l'Abitibi-Témiscamingue ayant un emploi](#), 2014.

Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, [Portrait régional de la rénovation au Québec 2010-2013](#), 2014.

Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, [Des collectivités entrepreneuriales](#), 2014.

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec, [Rapport statistique sur l'effectif infirmier, 2013-2014, Le Québec et ses régions](#), 2014.

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec, [Portrait de la relève infirmière 2013-2014](#), 2014.

Louise Pelletier, [Portrait du capital social entrepreneurial dans le secteur agroalimentaire en Abitibi-Témiscamingue](#), mémoire de maîtrise, UQAT, 2014.



L'OBSERVATOIRE
de l'Abitibi-Témiscamingue
RASSEMBLER · COMPRENDRE · DIFFUSER